

# Le PS gardera le contrôle DES ADMINISTRATIONS

► Même éjecté du gouvernement, le PS continuera d'exercer un contrôle indirect sur les administrations qu'elle phagocyte depuis les années 80. Le Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative) nous livre en exclusivité sa cartographie politique de la Communauté française, arrêtée au 1<sup>er</sup> juin 2017.

Un constat: la mainmise du PS y est extrêmement puissante, encore davantage que dans l'administration wallonne ou bruxelloise. Selon le Gerfa, le PS

occupe 68,97% des hauts postes au sein de l'administration de la Communauté française, pour 24,14% au CDH, 1,72% à Ecolo, et 0% (!) au MR! 5,17% des postes sont encore occupés par des hauts fonctionnaires non étiquetés.

*«L'occupation des hauts postes est «corrompue», analyse le Gerfa. «Ecolo apparaît avec un poste. Le MR perd ses deux éléments. M. Stolze a été promu fonctionnaire dirigeant à l'IFC. Quant à M. Van Riet, compromis dans une affaire de frais de voyage et éloigné du service, il disparaît totalement.»*

Que le calcul soit effectué par nombre de postes ou en fonctions pondérées, les chiffres traduisent l'occupation totale du pouvoir par le PS et son petit allié le CDH. Ensemble, ils occu-

pent plus de 90% des postes et de 95% du pouvoir!, constate Michel Legrand, président du Gerfa. *«Plus encore qu'au SPW, le constat est saisissant. On se trouve face à un service public complètement lotté au profit du PS et du CDH. C'est grave, car cette occupation jette le discrédit sur les services publics, sur leurs missions et sur leur fonctionnement. Ils doivent être au service du citoyen, non d'un parti. Cette cartographie de la Communauté démontre donc que le système est corrompu.»*

**Adrien de Marneffe**

*(\*) 15 points ont été attribués au secrétaire général, 10 points pour chaque administrateur général, 7 points pour chaque directeur général siégeant au comité de direction, 5 points pour chaque directeur général, 3 points pour chaque directeur général adjoint: soit, en tout, 245 points.*

PS

cd

ecolo

Non étiqueté

**Le secrétaire général**



Frédéric Delcor

**Les administrateurs généraux**



Jean-Pierre Hubin    André Poncelet    Liliane Baudart    Alain Laitat    Annie Devos

**Les directeurs généraux ordinaires**



Lise-Anne Hanse    Chantal Kaufmann    Lisa Salomonowicz



Jean-Luc Fourmy    Jacques Lefebvre    Alain Berger

**Les directeurs généraux adjoints (anciens)**



Michel Albert    Ludmilla Aksajef    Linda Annaert    Jean-Michel Cassiers    Chantal Dassonville



Amar Derni    Colette Dupont    Didier Leturcq    Christian Noiret    Vincent Point

**Les directeurs généraux adjoints (nouveaux)**



Fabrice Aerts-Bancken    Freddy Cabaraux    Nicole Clarembaux    Stéphane Davreux    Odile Demelie    Valérie Devis    Aline Deworme    Alain Dufays    Pierre Ercolini



Anne Hellemans    Marc Jeanmoye    Françoise Mulkay    Thierry Maudoux    Olivier Plasman    Olivier Schneider    Marie-Christine Simon    Isabelle Sirtaine    Mathurin Smoos



# “LES FONCTIONNAIRES risquent de faire fuiter DES INFOS VERS LE PS”

☒ **Président du Gerfa, Michel Legrand souhaite bien du courage à un futur ministre MR ou Ecolo**

**M. Legrand, après avoir réalisé une étude sur la politisation des administrations wallonnes et bruxelloise, vous enchaînez avec la Communauté française. Vos conclusions ?**

“La domination du PS, et dans une moindre mesure, du CDH, est encore plus renforcée qu’au SPW (Service public de Wallonie). Au niveau de la Communauté française, il y a eu ces deux dernières années des changements au sommet, avec le départ à la retraite de hauts fonctionnaires. Mais le PS est parvenu à conserver et même renforcer son emprise avec l’arrivée des remplaçants. Un changement de majorité s’annonce.”

**Un gouvernement sans le PS pourra-t-il travailler avec une administration si politisée ?**

“Si le nouveau ministre est MR ou Ecolo, je lui souhaite bien du courage ! Je ne dis pas que nos fonctionnaires ne sont pas loyaux. Il existe une certaine tradition de loyauté en Belgique dans la fonction publique. Mais elle a des limites. Dans le cas de certains fonctionnaires, il risque d’y avoir certaines réticences... Le risque de dérive est grand.”

**Quels sont ces risques ?**

“L’administration connaît parfaitement les dossiers. C’est à eux que les ministres doivent s’adresser pour obtenir des informations. Je crains fort que les fon-

ctionnaires continuent d’informer leur ancien chef, à savoir le ministre précédent. Ils pourront faire fuiter des informations vers le PS, qui pourra les utiliser ensuite pour attaquer le gouvernement, par exemple via des questions parlementaires. Actuellement, pour le PS et Ecolo, ce type d’informations est verrouillé. On l’a vu lors de l’affaire du comptable escroc (107.000 euros avaient été détournés du centre du cinéma par un fonctionnaire). André Flahaut (PS) n’a jamais accepté de donner des informations complètes, malgré des demandes insistantes, notamment de Jean-Luc Crucke (MR).”

**Pourquoi ces hauts fonctionnaires feraient-ils désormais fuiter des infos ?**

“Il ne faut pas oublier qu’une grande partie de ces hauts fonctionnaires sont passés par des cabinets ministériels, qui sont un grand vecteur de la politisation. Ces personnes bénéficient d’un large réseau. C’est d’ailleurs pour cela que nous plaçons pour une diminution du nombre de ministres et des effectifs de leur cabinet. À travers eux, le PS pourra toujours exercer un contrôle indirect sur l’action du gouvernement.”

**Comment dépolitiser les administrations ?**

“À court terme, c’est impossi-

ble. Pour obtenir un changement à long terme, il faut réformer complètement les procédures de sélection, sur des critères sérieux. Avoir réussi l’examen de l’école d’administration ne doit pas être un critère suffisant pour obtenir une promotion. On devrait organiser un concours.”

**Cette politisation n’est-elle pas la même au fédéral ?**

C’est beaucoup moins le cas au fédéral. Auparavant, on y parlait de ‘l’État CVP’. Mais aujourd’hui, c’est beaucoup plus dispersé, éclaté entre l’Open-Vld, SP.A, N-VA, CD&V, et les partis francophones. Et puis, la structure hiérarchique y est beaucoup plus solide et les choix moins partisans. On peut encore y monter au sommet sans être étiqueté politiquement. La politisation y est moins parfaite que dans les Régions. De plus, les cabinets n’ont pas la même puissance. Le SPF Finances et ses 25.000 fonctionnaires ne peuvent être contrôlés par le cabinet du ministre. Il n’en a pas les moyens.”

**La politisation, c’est forcément mauvais ?**

“C’est insupportable. Parce que ces administrations ont des services à rendre à la population. Ces services publics sont payés par la collectivité et doivent fonctionner de manière impartiale et objective”.

AdM